

**Réponse du Premier Ministre François FILLON  
à une question de Xavier BERTRAND (UMP)**

**Lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale**

**Mardi 30 juin 2009**

- "Monsieur le président,  
Mesdames et Messieurs les députés,  
Monsieur le député, Monsieur le ministre,

Le président de la République, devant le Congrès, nous a proposé une stratégie : la poursuite des réformes de structure, un effort supplémentaire de réduction de la dépense publique, compte tenu de la situation financière qui est celle de notre pays dans le cadre de la crise économique mondiale, et en même temps, un effort d'investissement rigoureux pour *booster* des secteurs prioritaires, des secteurs d'avenir qui apporteront la croissance de demain et les emplois de demain.

Alors naturellement, pour définir ces priorités, comme nous l'avons fait dans les années 60 ou dans les années 70, en investissant massivement dans la filière aéronautique, dans la filière spatiale ou encore dans la filière nucléaire, nous allons, pendant les trois prochains mois, organiser une vaste concertation avec l'ensemble des acteurs économiques, politiques et sociaux. Cette concertation, elle commencera demain après-midi ; avec le président de la République, nous recevrons les partenaires sociaux et nous engagerons avec eux la discussion. Dans les prochains jours, les membres du Gouvernement qui sont les plus concernés par ce sujet réuniront l'ensemble des acteurs. Enfin, le Parlement, naturellement, sera amené à décider des priorités, à travers une loi de Finances rectificative ou une loi de programme, et à décider des modalités de cet emprunt.

Je ne vois que des avantages à ce que les groupes politiques, dès maintenant, s'investissent dans cette réflexion et fassent au Gouvernement leurs propositions. Pour ma part, je recevrai le 15 juillet prochain les responsables de l'ensemble des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, pour engager avec eux la discussion et se mettre d'accord sur une méthode de travail.

Je voudrais dire tout de suite qu'il ne s'agit en aucun cas de financer avec cet emprunt public des dépenses courantes de fonctionnement ou d'investissement. Nous sommes dans un pays qui est trop endetté, et ce n'est pas en ajoutant de la dette à la dette que nous améliorerons la situation de notre pays. Et donc, il faut, d'un côté, réduire la dépense publique et je serai

intéressé de savoir dans quels secteurs la gauche nous proposera de le faire, et en même temps, choisir les dépenses d'avenir qui procureront demain la croissance et les emplois dont nous avons besoin.

On discutera, monsieur le député, plus tard, lorsqu'on aura défini les priorités du montant et des modalités de cet emprunt. Mais je voudrais vous dire tout de suite que j'ai bien vu qu'un débat été né sur l'idée d'un emprunt obligatoire. Pour le Gouvernement, un emprunt obligatoire ça s'appelle "un impôt supplémentaire". Et le président de la République et moi-même nous nous sommes engagés à ce qu'il n'y ait pas d'impôts supplémentaires.